









# Procedure file

Informations de base			
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement		Procédure terminée	
Autorité bancaire européenne (ABE): emplacement du siège Modification Règlement (EU) No 1093/2010 <a href="#">2009/0142(COD)</a>			
Sujet 2.50.04 Banques et crédit 2.50.10 Surveillance financière 8.40.08 Agences et organes de l'Union			
Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires		18/01/2018
		 <a href="#">KARAS Othmar</a>	18/01/2018
		 <a href="#">BERÈS Pervenche</a>	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">LOONES Sander</a>	
		 <a href="#">KLINZ Wolf</a>	
		 <a href="#">GIEGOLD Sven</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>BUDG</b> Budgets		11/12/2017
	 <a href="#">GEIER Jens</a>		
<b>JURI</b> Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
<b>AFCO</b> Affaires constitutionnelles		26/02/2018	
	 <a href="#">CASTALDO Fabio Massimo</a>		
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunion	Date
	<a href="#">Affaires étrangères</a>	<a href="#">3647</a>	09/11/2018
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	<a href="#">Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux</a>	DOMBROVSKIS Valdis	
Comité économique et social européen			

Evénements clés			
29/11/2017	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2017)0734</a>	Résumé
11/12/2017	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
23/04/2018	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
24/04/2018	Vote en commission, 1ère lecture		
27/04/2018	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A8-0153/2018</a>	Résumé
02/05/2018	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
28/05/2018	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71)		
18/10/2018	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE629.454 PE629.618	
25/10/2018	Résultat du vote au parlement		
25/10/2018	Décision du Parlement, 1ère lecture	<a href="#">T8-0426/2018</a>	Résumé
09/11/2018	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
14/11/2018	Signature de l'acte final		
14/11/2018	Fin de la procédure au Parlement		
16/11/2018	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	2017/0326(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement (EU) No 1093/2010 <a href="#">2009/0142(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a> <a href="#">Comité européen des régions</a>
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ECON/8/11693

Portail de documentation					
Document de base législatif		<a href="#">COM(2017)0734</a>	29/11/2017	EC	Résumé
Comité économique et social: avis, rapport		<a href="#">CES5890/2017</a>	17/01/2018	ESC	
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE616.660</a>	23/02/2018	EP	
Avis de la commission	<b>AFCO</b>	<a href="#">PE616.916</a>	27/02/2018	EP	
Avis de la commission	<b>BUDG</b>	<a href="#">PE616.580</a>	21/03/2018	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE619.350</a>	22/03/2018	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A8-0153/2018</a>	27/04/2018	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T8-0426/2018</a>	25/10/2018	EP	Résumé
Projet d'acte final		<a href="#">00039/2018/LEX</a>	14/11/2018	CSL	
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2018)755	21/11/2018	EC	
Document de suivi		<a href="#">COM(2019)0451</a>	09/10/2019	EC	Résumé
Document de suivi		<a href="#">COM(2020)0317</a>	15/07/2020	EC	

Acte final
<a href="#">Règlement 2018/1717</a> <a href="#">JO L 291 16.11.2018, p. 0001</a> Résumé

## Autorité bancaire européenne (ABE): emplacement du siège

**OBJECTIF:** transférer le siège de l'Autorité bancaire européenne à la suite de la notification par le Royaume-Uni au Conseil européen de son intention de quitter l'Union.

**ACTE PROPOSÉ:** Règlement du Parlement européen et du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN:** le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

**CONTEXTE:** conformément [au règlement \(UE\) n° 1093/2010](#) instituant l'Autorité bancaire européenne (ABE), l'ABE est établie à Londres, au Royaume-Uni.

À la suite de la notification faite par le Royaume-Uni de son intention de quitter l'Union, les 27 autres États membres, réunis en marge de la session du Conseil des affaires générales, ont choisi Paris, en France, comme nouveau siège de l'ABE.

**CONTENU:** la Commission propose de modifier le règlement (CE) n° 1093/2010 en vue de fixer le siège de l'ABE à Paris, France.

L'ABE devrait occuper son nouveau siège à compter de la date à laquelle les traités cessent de s'appliquer au Royaume-Uni ou à partir du 30 mars 2019, la date la plus proche étant retenue.

Il est proposé que le règlement entre en vigueur d'urgence afin que l'ABE dispose de suffisamment de temps pour effectuer son transfert.

**INCIDENCE BUDGÉTAIRE:** la relocalisation de l'ABE aura des conséquences budgétaires, liées en particulier aux coûts de la résiliation anticipée de son bail actuel à Londres suite au départ du Royaume-Uni de l'UE, ainsi qu'aux coûts du déménagement lui-même et aux coûts de l'installation dans ses nouveaux locaux à Paris.

Comme indiqué dans les directives de négociation du Conseil du 22 mai 2017, le Royaume-Uni devrait prendre en charge l'intégralité des coûts spécifiques liés au processus de retrait, tels que ceux du transfert des agences établies sur son territoire.

Certains des frais de relocalisation (par exemple les coûts liés au déménagement lui-même) pourraient devoir être préfinancés par le budget de l'UE, préalablement au règlement financier final. Au besoin, la Commission soumettra les propositions appropriées au Parlement européen et au Conseil dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle pour 2019, et au besoin pour 2018.

Les coûts de l'installation dans les nouveaux locaux seront présentés dans le cadre de la procédure relative aux projets de nature immobilière visée à l'article 203 du règlement financier, qui exige l'approbation préalable du Parlement européen et du Conseil avant que des contrats afférents à de tels projets puissent être conclus. Cette procédure devrait être lancée au plus tard au début de l'année 2018.

## Autorité bancaire européenne (ABE): emplacement du siège

---

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport préparé conjointement par Burkhard BALZ (PPE, DE) et Pervenche BERÈS (S&D, FR) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 en ce qui concerne la fixation du siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE).

À la suite de la notification faite par le Royaume-Uni, le 29 mars 2017, de son intention de quitter l'Union, la Commission a proposé de modifier le règlement (CE) n° 1093/2010 en vue de fixer le siège de l'ABE à Paris, France.

La commission parlementaire a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission de manière à préciser que le transfert de l'ABE ne devrait pas avoir de conséquences sur l'exécution du mandat distinct ou le maintien du statut juridique propre des Autorités de surveillance européennes, à savoir l'Autorité bancaire européenne (ABE), l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF). Au plus tard à la date d'application du règlement, puis tous les douze mois, la Commission devrait faire rapport sur respect de cette exigence par ces autorités.

Le transfert de l'ABE pourrait permettre, le cas échéant, le partage, entre agences de l'Union, des services administratifs de soutien et des services de gestion des installations qui ne sont pas liés à leurs activités principales.

Les députés ont précisé que les nouveaux bâtiments devraient être prêts pour le transfert permanent à la date effective du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Par ailleurs, ils ont souligné que le transfert du siège de l'ABE ne devrait pas remettre en cause le tableau de ses effectifs tel qu'adopté par le Parlement européen et le Conseil ni l'application du statut des fonctionnaires et autres agents employés par l'ABE.

Dans une déclaration annexée au projet de règlement, les députés regrettent que le rôle de colégislateur du Parlement n'ait pas été dûment pris en compte puisqu'il n'a pas été associé à la procédure de sélection du nouveau siège de l'ABE. Ils dénoncent la procédure suivie pour la fixation du nouveau siège, qui l'a de facto privé de ses prérogatives, dans la mesure où il n'a pas réellement été associé au processus mais se voit aujourd'hui invité à simplement confirmer le choix du nouveau siège au titre de la procédure législative ordinaire.

Dans ces conditions, les députés insistent pour que la procédure suivie pour choisir le nouveau siège d'une agence soit revue et ne soit plus appliquée à l'avenir sous la présente forme.

## Autorité bancaire européenne (ABE): emplacement du siège

---

Le Parlement européen a adopté par 462 voix pour, 48 contre et 40 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 en ce qui concerne la fixation du siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE).

La position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire a modifié la proposition de la Commission comme suit:

À la suite de la notification faite par le Royaume-Uni, le 29 mars 2017, de son intention de quitter l'Union, la Commission a proposé de modifier le règlement (CE) n° 1093/2010 en vue de fixer le siège de l'ABE à Paris, France.

Le texte amendé précise que la fixation du siège de l'Autorité ne devrait pas affecter l'exécution de ses tâches et compétences, l'organisation de sa structure de gouvernance, le fonctionnement de son organisation principale ni le financement principal de ses activités.

Le transfert de l'ABE ne devrait pas avoir de conséquences sur l'exécution des mandats distincts des Autorités de surveillance européennes ou le maintien de leur statut juridique propre. Il pourrait permettre, le cas échéant, le partage, entre agences de l'Union, des services administratifs de soutien et des services de gestion des installations qui ne sont pas liés à leurs activités principales. Au plus tard à la date d'application du règlement, puis tous les douze mois, la Commission devrait faire rapport sur respect de cette exigence par ces autorités.

De plus, le transfert du siège de l'Autorité ne devrait pas remettre en cause le tableau des effectifs tel qu'il a été adopté par le Parlement européen et le Conseil, ni l'application du statut des fonctionnaires ou autres agents employés par l'Autorité.

Dans sa résolution législative, le Parlement a souligné que les nouveaux bâtiments devraient être prêts pour le transfert permanent à la date effective du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

En outre, les députés ont déploré que le Parlement n'ait pas été associé à la définition et à la pondération des critères pour choisir le siège de l'ABE, en dépit des prérogatives du Parlement européen. Ils ont également regretté le manque de transparence et de responsabilité au sein de la procédure de vote qui a eu lieu au Conseil le 20 novembre 2017, la décision finale ayant été tirée au sort.

Les députés ont estimé que le Parlement devrait être systématiquement associé à la définition et à la pondération des critères de fixation du siège de toutes les agences et instances de l'Union, sur un pied d'égalité avec la Commission et le Conseil. Ils ont invité la Commission et le Conseil à lancer une révision de la déclaration commune du 19 juillet 2012 sur les agences décentralisées, dans le but d'assurer une forte participation du Parlement, en respectant notamment ses pouvoirs de codécision.

Dans une déclaration annexée à la résolution législative, le Conseil a reconnu les vertus d'un renforcement de l'échange d'informations dès les premières étapes des processus qui seront engagés à l'avenir au sujet de la localisation des agences. Il a indiqué que la procédure suivie pour le transfert de l'Agence européenne des médicaments (EMA) et de l'ABE était spécifique à la situation et ne constituait pas un précédent pour la localisation du siège des agences à l'avenir.

Le Conseil a pris note de la demande du Parlement européen qu'il soit procédé, dès que possible, à la révision de la déclaration commune et de l'approche commune de 2012 sur les agences décentralisées. Il a invité la Commission à fournir, d'ici avril 2019, une analyse approfondie de la mise en œuvre de la déclaration commune et de l'approche commune en ce qui concerne la localisation des agences décentralisées.

## Autorité bancaire européenne (ABE): emplacement du siège

---

OBJECTIF: transférer le siège de l'Autorité bancaire européenne à la suite de la notification par le Royaume-Uni au Conseil européen de son intention de quitter l'Union.

ACTE LÉGISLATIF: Règlement (UE) 2018/1717 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 en ce qui concerne la fixation du siège de l'Autorité bancaire européenne.

CONTENU: le présent règlement modifie le règlement (CE) n° 1093/2010 en vue de fixer le siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE) à Paris, France.

À la suite de la notification faite par le Royaume-Uni de son intention de se retirer de l'Union, les 27 autres États membres, réunis le 20 novembre 2017 en marge du Conseil, ont choisi Paris, en France, comme nouveau siège de l'ABE.

Le transfert du siège de l'Autorité ne remet pas en cause le tableau des effectifs tel qu'il a été adopté par le Parlement européen et le Conseil, ni l'application du statut des fonctionnaires ou autres agents employés par l'Autorité.

Le transfert n'aura pas de conséquences sur l'exécution des mandats distincts des Autorités de surveillance européennes ou le maintien de leur statut juridique propre. Il permettra, le cas échéant, le partage, entre agences de l'Union, des services administratifs de soutien et des services de gestion des installations qui ne sont pas liés à leurs activités principales. Au plus tard le 30 mars 2019, puis tous les douze mois par la suite, la Commission présentera au Parlement européen et au Conseil un rapport relatif au respect de cette exigence par les Autorités européennes de surveillance.

Étant donné l'engagement du Royaume-Uni de contribuer au budget général de l'Union pour les exercices 2019 et 2020 comme s'il était encore membre de celle-ci et de verser sa part de financement des engagements budgétaires qui resteront à honorer le 31 décembre 2020, le coût du transfert du siège de l'Autorité né de la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union sera supporté par l'ensemble des contribuables de l'Union au travers du budget général de l'Union.

Le Royaume-Uni a proposé d'examiner, en concertation avec les agences de l'Union situées à Londres, les moyens de réduire le coût de leur retrait.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 16.11.2018.

APPLICATION : à partir du 30.3.2019.

## Autorité bancaire européenne (ABE): emplacement du siège

---

La Commission a présenté un rapport relatif au respect par l'Autorité bancaire européenne (ABE) des exigences concernant la fixation de son siège.

Dans le contexte du retrait du Royaume-Uni de l'Union, le règlement instituant l'ABE a dû être modifié pour déplacer le siège de Londres vers Paris. Outre le changement de siège, le règlement modifiant le règlement ABE a également introduit de nouvelles exigences pour l'Autorité en ce qui concerne son siège et une obligation pour la Commission de publier, au plus tard le 30 mars 2019 puis tous les 12 mois par la suite, un rapport relatif au respect de ces exigences par l'ABE.

L'ABE a fourni les éléments nécessaires pour satisfaire à ces obligations de rapport. Le premier rapport au titre de la nouvelle obligation de rapport est publié après le 30 mars 2019 car l'Autorité n'a commencé à exercer pleinement ses activités à Paris que le 3 juin 2019.

D'après les informations disponibles, le rapport conclut que l'exécution des tâches et compétences de l'ABE, sa structure de gouvernance, son organisation principale et le financement de ses activités n'ont pas été affectés par le transfert du siège de l'ABE à Paris, ni par les arrangements administratifs de coopération avec l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP), qui ne sont pas liés aux activités principales de l'ABE.

Le rapport relève en particulier les points suivants :

### ***Accord de siège***

La signature de l'accord de siège signé le 6 mars 2019 à Paris n'a pas eu d'incidence sur les activités et la gouvernance de l'ABE. L'accord de siège i) établit le privilège, pour le personnel transféré de Londres à Paris, d'acheter une voiture hors taxe dans les 12 mois suivant le transfert, ii) engage le gouvernement français à entamer un processus de création d'une école européenne dans la région parisienne.

L'ABE a également collaboré avec le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères, ainsi qu'avec les autorités douanières françaises, afin que l'arrivée des membres du personnel et de leur famille en France, la fourniture de titres de séjour spéciaux et l'application de privilèges fiscaux à l'ABE se déroulent sans heurts.

### ***Gouvernance***

Le gouvernement français a versé un financement spécial à l'ABE afin de l'aider à couvrir les coûts liés au transfert:

- 1,5 million d'EUR en tant que contribution aux coûts d'aménagement des bureaux à Paris. Cette somme a été reçue et payée;
- 7 millions d'EUR en tant que contribution à la location et aux charges immobilières des bureaux à Paris. À

ce jour, IABE a reçu 2,5 millions d'EUR. Le solde sera perçu tout au long de la durée du bail des bureaux à Paris.

Jusqu'à l'arrivée du nouveau président de IABE le 1<sup>er</sup> mai 2019, le président suppléant de IABE a agi en tant que président par intérim de IABE.

L'encadrement supérieur a été opérationnel à Paris dès le 30 mars 2019, où IABE a installé quelques bureaux temporaires dans le bâtiment Europlaza (où se trouvent les nouveaux locaux de l'Autorité). Le 1<sup>er</sup> avril 2019, IABE a commencé à organiser des réunions majeures à Paris et dans d'autres villes de l'UE. Les activités ont pleinement débuté à Paris le 3 juin 2019, date à laquelle l'ensemble du personnel a pris ses fonctions au sein du nouveau siège de IABE dans le bâtiment Europlaza.

#### ***Transfert du centre de données de IABE***

Les contrats d'hébergement de son centre de données expirant en 2019, IABE a décidé de transférer son centre de données vers un environnement informatique en nuage communautaire inter-agences, conformément à sa stratégie d'hébergement et en prévision du Brexit prévu en mars 2019.

En étroite collaboration avec l'AEAPP, IABE a pleinement mis en œuvre le transfert de ses données et services d'infrastructures. Ce transfert a garanti la poursuite des activités de l'Agence.

IABE a également participé à deux procédures de marchés publics interinstitutionnelles menées par l'AEEMF: pour des services de conseil dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et pour des services de conseil en gestion d'installation.